

L'hon. M. Hees: On me dit que le groupe de 20 augmente chaque jour.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre, s'il vous plaît. Le chef de l'opposition a la parole.

M. l'hon. M. Stanfield: Je ne voudrais empoisonner la fin de semaine d'aucun honorable vis-à-vis, monsieur l'Orateur.

Avant le congé, le premier ministre (M. Trudeau) nous a dit que le gouvernement avait arrêté sa politique en matière de propriété et d'investissements étrangers. Diverses autres dates ont été mentionnées. Deux mois ont passé depuis et le pays attend encore; la confusion et l'incertitude règnent toujours. Voilà maintenant que dans le discours du trône on nous promet une sorte de mesure législative fondée sur la politique secrète née de ce rapport fantôme. La démocratie active est à nouveau à l'œuvre.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Si nous voulons améliorer nos relations économiques avec les États-Unis, nous devons établir certaines bases sur lesquelles reposera notre confiance mutuelle. Ces bases n'existent pas à l'heure actuelle et le gouvernement est en grande partie responsable de cet état de choses. Si nous voulons établir des relations satisfaisantes, nous devons nous efforcer d'énoncer nos objectifs et, avec le concours de tous les Canadiens, de les dévoiler publiquement et non pas de les formuler en secret à Ottawa ou ailleurs.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Je pourrais continuer ainsi indéfiniment.

M. Gibson: C'est ce que vous faites.

L'hon. M. Stanfield: Je pourrais parler des tentatives du gouvernement en vue de réduire l'Auditeur général au silence et de toutes les mesures législatives inquiétantes qui demeurent en suspens, mais je crois pouvoir maintenant résumer la situation en disant simplement qu'à mon avis, le gouvernement a effectivement dissipé le grand optimisme qui régnait au Canada. Il a en grande partie négligé de tirer parti d'une des occasions les plus propices jamais offertes à un gouvernement canadien.

A l'élan de 1967 a succédé l'inertie de 1972. La preuve en est partout au pays et elle n'exige pas une interminable démonstration. Le désappointement et l'irritation, que tant de Canadiens ressentent à l'endroit du gouvernement et qui font contraste avec la grande espérance qu'il avait suscitée en prenant le pouvoir, témoignent vraiment de ses réalisations. La véritable épreuve pour un gouvernement, c'est de savoir créer un climat de confiance, de collaboration et d'espoir dans lequel des particuliers, des groupes et des régions entières peuvent vivre, s'épanouir et prospérer au Canada.

Le gouvernement actuel n'a pas réussi cette épreuve. Il a failli misérablement car il n'a jamais vu là un objectif souhaitable. La question est de savoir où nous allons aujourd'hui et dans quelle voie nous devrions nous engager. Nous du parti dont je suis le porte-parole croyons qu'il ne peut y avoir qu'une voie nouvelle. Nous croyons que le gouvernement canadien doit de nouveau s'efforcer de donner libre cours à l'initiative et à l'imagination des Canadiens.

Des voix: Bravo!

[L'hon. M. Stanfield.]

L'hon. M. Stanfield: Cela est contraire à la tendance qui s'est manifestée ces derniers temps d'imposer des réglementations universelles et généralisées pour le plaisir de réglementer, peut-être pour faciliter la tâche des bureaucraties. Le bon ordre est peut-être une vertu, mais, lorsqu'il porte atteinte à la société libre, il vaut mieux, je pense, employer d'autres moyens de gestion.

Le gouvernement fédéral a de nombreuses tâches à accomplir et, à mon avis, il doit commencer par mettre de l'ordre dans sa maison s'il veut favoriser notre indépendance économique et sauvegarder notre personnalité nationale. A cet égard, la seule méthode pratique réside dans la coordination de toutes les politiques du gouvernement fédéral: fiscalité, concurrence, expansion régionale, transports, etc. Le Conseil des Sciences du Canada l'a signalé dans son rapport provisoire. Je ne trouve rien dans le discours du trône indiquant que l'on reconnaît à tout le moins la nécessité d'une telle coordination et d'une telle cohérence entre les diverses politiques du gouvernement.

[Français]

Bien sûr, monsieur le président, le Canada a besoin d'une stratégie à long terme de développement économique. Cela est clair et indéniable, que nous parlions d'investissements étrangers, que nous considérions notre avenir comme nation commerçante, ou que nous discutions de l'économie future des différentes régions du Canada.

La première tâche du gouvernement, dans l'élaboration d'une stratégie au sens le plus large du mot, doit être d'établir un ordre des priorités nationales, de concert avec les provinces et les représentants des principaux secteurs économiques. La seconde étape serait de concevoir des lois qui régiraient la mise en vigueur de ces priorités.

[Traduction]

Je vois, d'après la liste de bills, que le gouvernement a l'intention de présenter des mesures concernant les investissements étrangers. Le premier ministre en a parlé ce matin. Le discours du trône ne mentionne aucunement quelles seront ces mesures, bien qu'apparemment une décision à cet égard aurait été prise il y a deux mois, nous dit-on. Je dois souligner que tout projet de loi de cette nature doit tendre à unir les Canadiens et non à les diviser.

Le discours du trône dont nous sommes saisis se désintéresse du besoin d'une stratégie industrielle. Comment pouvons-nous étudier judicieusement les propositions au sujet des investissements étrangers si le gouvernement ne nous soumet pas une stratégie industrielle bien définie? Comment pouvons-nous savoir où nous nous en allons sans une telle stratégie? Le gouvernement s'est moqué de ce concept. Il nous assure que des déclarations extrêmement importantes à propos de l'avenir du pays seront faites d'ici quelques semaines, mais le discours n'indique pas quelles priorités le gouvernement envisage pour permettre une telle stratégie.

Puis-je déclarer qu'il est 1 heure, monsieur l'Orateur?

M. l'Orateur suppléant: Comme il est 1 heure, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 2 heures.

(La séance est suspendue à 1 heure.)